



La situation des droits humains dans les régions anglophones du Cameroun sera examinée lors du conseil des droits de l'homme de Genève le 14 novembre, avec les États membres échangeant avec le gouvernement camerounais sur les multiples violations enregistrées depuis 2017, notamment les homicides, les violences sexuelles, les destructions de maisons et les enlèvements commis par les forces de défense et de sécurité, les milices pro-gouvernementales et les groupes armés séparatistes.

Ce débat fait suite aux constatations de l'ONG Amnesty International sur les atrocités récurrentes commises dans ces régions, mettant en péril la population prise entre les deux camps rivaux.